

ÉDITO

Divergences américano-israéliennes sur le plan de paix à Gaza

Par Bertrand Besancenot



Bertrand Besancenot est Senior Advisor chez ESL Rivington. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique du gouvernement puis, après l'élection d'Emmanuel Macron, envoyé spécial du Président dans le Golfe, grâce à son expertise sur le Moyen-Orient.

Le premier Ministre israélien n'est, en fait, – depuis le début – pas d'accord avec le plan de paix de Donald Trump, qui a conduit à l'accord de cessez-le-feu du 10 octobre, même s'il ne le dit pas ouvertement.

Il a ainsi commencé par résister à la pression internationale afin qu'Israël respecte ses engagements dans le cadre de la première phase du plan : permettre un flux sans entrave d'aide humanitaire et arrêter le massacre de Palestiniens à Gaza. Or, plus de 450 Gazaouis, dont des femmes et des enfants, ont été tués depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Et Israël a empêché l'entrée des caravanes et abris nécessaires pour protéger du froid, qui balaie la région cet hiver, des dizaines de milliers de Gazaouis déplacés.

Netanyahu était tout aussi méfiant à l'égard de l'idée de Trump d'établir un « Conseil de la Paix » pour superviser la mise en œuvre de son plan, notamment la nomination d'un comité national palestinien pour diriger l'enclave, ainsi que l'invitation à des troupes internationales pour servir de force de stabilisation à Gaza. Lorsque Trump a dévoilé ce mois-ci la structure à quatre niveaux de son Conseil de la Paix – avec un comité exécutif, un comité national palestinien, un général américain à la tête de la force de stabilisation et un haut-commissaire pour faire le lien entre l'organe technocratique palestinien et le comité exécutif – Netanyahu s'est retrouvé contourné, sans levier dans ce nouveau cadre sur l'évolution de l'enclave.

Le président américain a également annoncé qu'il était temps de passer à la deuxième phase du

plan, qui implique le retrait progressif de Tsahal de Gaza, en relation avec le désarmement du Hamas. Le véritable défi pour le Conseil de la Paix sera donc de forcer Netanyahu à adopter le plan et ses exigences. Un critère décisif sera l'ouverture du passage frontalier de Rafah. Trump a envoyé son gendre, Jared Kushner, et son envoyé spécial, Steve Witkoff, en Israël pour faire avancer cette étape, mais Netanyahu a résisté en réitérant que, pour que le passage s'ouvre, le Hamas devait remettre le corps du dernier captif israélien. En réalité, en moins de 24 heures, l'armée israélienne a trouvé les restes de l'otage dans une zone sous son contrôle à Gaza... Netanyahu s'est donc incliné, mais pas sans avoir posé de nouvelles conditions : il permettrait que le passage de Rafah s'ouvre non pas aux camions d'aide, mais uniquement aux piétons voyageant entre Gaza et l'Égypte, dans le contexte d'une « réouverture limitée »...

Pendant ce temps, Israël continue de refuser l'entrée de 15 membres dans le comité palestinien chargé d'assumer les responsabilités dans l'enclave. Quel que soit le résultat du voyage de Kushner et Witkoff en Israël, il est donc clair que Netanyahu continuera à se battre pour avoir le dernier mot sur la suite à Gaza.

Alors que les deux envoyés américains rencontraient le Premier Ministre israélien, des bombardements ont ainsi tué au moins trois Palestiniens dans différentes parties de l'enclave. L'armée israélienne a également continué à étendre les zones sous son contrôle au-delà de la « ligne jaune » : on estime qu'elle occupe près de 60% de Gaza, et les zones sous son contrôle ont été rasées ; en outre, Tsahal creuse de profondes tranchées pour empêcher les Palestiniens de retourner dans ce qui était leur foyer.

« Le véritable défi pour le Conseil de la Paix sera donc de forcer Netanyahu à adopter le plan et ses exigences. »

Le « Conseil de la Paix » de Trump a créé récemment des secousses à travers le monde, parce qu'il a reçu un mandat qui dépasse Gaza. La plupart des Occidentaux ont donc décliné l'invitation à le



© Ahmed Abu Hameeda, Unsplash

rejoindre, car ce conseil semble vouloir se substituer au Conseil de Sécurité des Nations Unies et est totalement dans la main du président Trump. Certains pays arabes et musulmans l'ont cependant fait, après une évaluation des coûts et bénéfices : travailler avec Trump et ses collaborateurs, au sein du « Conseil de la Paix », leur paraît préférable sur la question palestinienne et les affaires du Moyen-Orient, plutôt que risquer d'être exclu des délibérations.

« La plupart des Occidentaux ont donc décliné l'invitation à le rejoindre, car ce conseil semble vouloir se substituer au Conseil de Sécurité des Nations Unies et est totalement dans la main du président Trump. »

L'Autorité Palestinienne n'a été représentée à aucun niveau du plan de Trump, et il est peu probable qu'elle ait un rôle dans un avenir proche, en attendant qu'elle ait été profondément transformée. Et l'on sait que le gouvernement Netanyahu ne veut pas entendre parler d'une institution palestinienne qui cherche à mettre en œuvre la solution à deux États.

Les récentes manœuvres politiques de Netanyahu ne sont donc pas de bon augure pour

le « Conseil de la Paix » et le plan de paix de Trump. En réalité, le gouvernement israélien actuel reste le plus grand obstacle à la fin du carnage à Gaza, à l'ouverture des passages frontaliers et à l'entrée libre de l'aide et du ravitaillement. Netanyahu et ses partenaires d'extrême droite défendent en réalité toujours un plan visant à expulser de force les Gazaouis de l'enclave, à conserver un contrôle militaire illimité sur la bande et à empêcher les efforts de reconstruction. L'ouverture du passage de Rafah mettra donc le plan de Trump et son « Conseil de la Paix » à l'épreuve, car il est clair que Netanyahu cherche à faire dérailler cet effort. Il prévoit désormais un autre point de passage, totalement contrôlé par Israël, à côté de Rafah à l'intérieur de Gaza, et il faut s'attendre à ce qu'il essaie d'imposer de nouvelles conditions qui le maintiendront dans le jeu.

« Netanyahu et ses partenaires d'extrême droite défendent en réalité toujours un plan visant à expulser de force les Gazaouis de l'enclave, à conserver un contrôle militaire illimité sur la bande et à empêcher les efforts de reconstruction. »

Dans ces circonstances, il faut espérer que le président Trump admette qu'un seul homme s'oppose à la véritable fin de la guerre et à la mise en œuvre de son plan. L'intérêt de Netanyahu est en effet que la crise de Gaza se poursuive afin de maintenir sa coalition en vie et éviter d'être tenu responsable du fiasco du 7 octobre 2023. Le Premier Ministre israélien cherche en fait les moyens de retarder le passage à la seconde phase : il rejette toujours tout rôle pour la Turquie et le Qatar au sein du Conseil exécutif ; il veut le dernier mot sur ce qui entre à Gaza et sur qui est autorisé à revenir ; il résistera au déploiement de troupes étrangères et trouvera des excuses pour ne pas retirer son armée de l'enclave.

Ce comportement devrait être évident pour la Maison Blanche, d'autant plus que les pays de la région – sauf Mohamed ben Zayed – sont persuadés que toute solution équitable de la question palestinienne sera impossible avec Netanyahu. Un seul homme est en réalité en mesure de faire les pressions nécessaires sur Israël pour l'amener à faire des concessions aux Palestiniens : Trump, mais le vaudra-t-il ? ●



REGARD D'EXPERTS

Le crédit carbone, un produit financier au service de la décarbonation

Par **Bruno Delaye** et **Fanny Chauffeton**



À la tête de la division Affaires Internationales de l'ADIT depuis sa création en 2014, Bruno Delaye supervise l'ensemble des missions de diplomatie d'affaires et met au service de ses clients 40 ans d'expérience diplomatique. Il débute sa carrière au ministère des Affaires étrangères en 1975 puis rejoint le cabinet du ministre de l'Industrie de 1979 à 1982. Il y a occupé les postes de conseiller pour les affaires internationales et de conseiller diplomatique. Chargé d'affaires en Égypte, il a ensuite été ambassadeur de France au Togo, au Mexique, en Grèce, en Espagne et au Brésil. Il a également occupé les fonctions de Conseiller Afrique du Président de la République et de Directeur Général de la Coopération Internationale et du Développement au ministère des Affaires Étrangères.



Fanny Chauffeton a rejoint ESL en 2024 et accompagne un portefeuille diversifié de clients dans leurs stratégies d'affaires publiques en France, à Bruxelles et dans leur développement international, avec une spécialisation dans la région Afrique et Moyen-Orient. Auparavant, elle a travaillé comme conseillère auprès de l'attaché de défense à l'ambassade de France à Tel Aviv, puis comme conseillère politique auprès de l'ambassadeur de France à Bruxelles.

Selon le dernier rapport du Global Carbon Project publié fin 2025, les émissions mondiales de CO₂^[1] ont atteint leur record en 2025 : 42,2 Gt^[2]. Pour bien comprendre les enjeux autour de cette donnée, il est nécessaire de la mettre en perspective avec notre « budget carbone » (170 Gt de CO₂), c'est-à-dire notre plafond maximal d'émissions pour rester sous le seuil de 1,5°C de réchauffement global, conformément à l'Accord de Paris sur le Climat. Si cette tendance se poursuit, notre budget carbone sera dépassé d'ici quatre ans. Ce constat alarmant appelle à une prise de conscience collective et à la mise en œuvre d'actions concrètes. Bien qu'imparfait et aujourd'hui fragilisé par une crise de confiance, le crédit carbone demeure un outil potentiellement structurant de la décarbonation, à condition d'une refonte institutionnelle profonde.

Qu'est-ce qu'un crédit carbone ?

Les crédits carbone désignent des instruments financiers qui visent à soutenir des projets de décar-



© Thomas Réaumur, Unsplash

bonation^[3]. Concrètement, un crédit carbone représente une tonne de CO₂e, c'est-à-dire une quantité de gaz à effet de serre équivalente à une tonne de CO₂ qui a été absorbée ou évitée dans l'atmosphère. À ce stade, les crédits carbone sont principalement utilisés par les entreprises pour compenser leurs émissions, ou pour contribuer directement à la transition écologique dans un cadre non-réglementaire (volontairement).

Le marché des crédits carbone est différent du marché des quotas d'émission. Bien que les deux poursuivent un objectif quasi-similaire (contenir la progression des émissions de GES), ces deux systèmes sont bien différents. Les marchés de quotas d'émission reposent sur un cadre réglementaire strict : toute entreprise qui dépasse son seuil d'émission doit acheter des « droits à polluer » auprès d'entreprises moins émettrices. Ces quotas sont des instruments financiers et réglementaires, liés uniquement à des plafonds d'émission, sans lien direct avec un flux physique de réduction de CO₂. À l'inverse, le marché du crédit carbone associe chaque crédit à une action concrète de décarbonation ou d'absorption de CO₂e (plantation d'arbres ou installation de technologies propres). Il s'agit donc d'un produit lié à un flux matériel de CO₂e évité ou séquestré, et non d'un simple droit à émettre. Par ailleurs, le marché des crédits carbone n'est pas régionalement délimité, mais bien trans-

frontalier (une entreprise singapourienne peut, par exemple, acheter des crédits carbone émis par un projet suisse au Mexique). Si tel est déjà le cas dans certaines régions du monde comme la Californie, il convient de noter que les deux marchés ont vocation à interagir en Europe d'ici quelques années.

« Le marché des crédits carbone est différent du marché des quotas d'émission. »

À ce stade, le marché des crédits carbone repose essentiellement sur le principe du volontariat. Une exception notable est *CORSIA* (*Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation*), dans lequel la compensation des émissions des compagnies aériennes devient progressivement obligatoire pour certains vols internationaux, en utilisant des crédits carbone certifiés.

Une rentabilité différenciée en fonction des marchés et des types de projets

Selon les chiffres de la DG Trésor (2024), 84 Mt CO₂e absorbées ou évitées ont été échangées sur le



marché volontaire des crédits carbone en 2024. Cela représente 0,5 Md USD. Si l'on dresse une typologie des crédits émis sur la période 2023-2024, on constate que la majorité (41%) est issue de projets liés aux forêts (prix du crédit estimé à 9,6 USD). En comparaison absolue, seuls 3% des projets concernent le secteur agricole (prix du crédit estimé à 6,7 USD). En termes de localisation des projets, c'est l'Amérique latine qui est en tête du classement (31%), suivie de près par l'Amérique du Nord (28%). Quant aux prix de vente sur le marché volontaire, les crédits d'évitement ont une valeur moindre (4,1 USD en 2024) relativement aux crédits d'absorption (19,5 USD). De la même manière, les crédits vendus sur le marché volontaire ont des prix plus faibles que les crédits vendus sur le marché réglementaire. Cela est dû aux standards élevés de ce dernier type de marché. Les organismes certificateurs privés (Verra, Gold Standard) qui examinent la qualité des crédits suivent des méthodologies d'évaluation plus exigeantes que sur le marché volontaire. Cela rend les produits plus fiables, donc plus chers.

Si les crédits carbone ont vu le jour dans les années 1990 et ont atteint leur apogée en 2021, leur marché subit depuis 2022 une dépréciation du fait d'une crise de confiance. Il s'agit dès lors d'en comprendre les causes, d'identifier des solutions et d'évoquer les perspectives pour le marché.

Une crise de confiance qui frappe le marché des crédits carbone depuis 2022

Le marché des crédits carbone, au plus haut en 2021 avec plus de 2 Mds USD d'échanges pour 500 Mt CO₂e, a décliné de moitié en volume en 2022, avant d'atteindre son niveau le plus bas depuis 2018 en 2024 (0,5 Md USD).

Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce déclin, mais c'est bien la crise de confiance des acheteurs qui prédomine. Celle-ci est d'abord liée à une baisse de la qualité des crédits, laquelle va de pair avec des velléités de greenwashing par de nombreux porteurs de projets. L'étude *Do Carbon Offsets Offset Carbon*

de l'*American Economic Journal*, publiée en 2025, a remis en cause l'essence même du crédit carbone en prouvant que les tonnes de CO₂e évitées ou absorbées échangées sur le marché n'avaient en réalité pas contribué à la réduction globale des GES. Les résultats sont sans équivoque : la majorité des projets analysés ne représente pas de réduction d'émissions additionnelles réelles ; le marché des crédits carbone n'a comporté que 13% de projets entraînant de véritables réductions d'émissions en 2024 ; les projets forestiers (les plus nombreux, cf. ci-dessus) ont le plus souvent perdu le carbone stocké à cause d'incendies ou de déforestation illégale ; et de nombreux projets souffrent de double-comptage (la réduction des émissions est décomptée deux fois, par le pays hôte et par le porteur de projet).

« L'étude publiée en 2025, a remis en cause l'essence même du crédit carbone en prouvant que les tonnes de CO₂e évitées ou absorbées échangées sur le marché n'avaient en réalité pas contribué à la réduction globale des GES. »

Par un effet domino, la baisse de la qualité des crédits entraîne un phénomène d'antisélection (Akerlof, 1970) par les acheteurs sur le marché. Ces derniers, n'ayant aucun recul sur la qualité des produits vendus du fait d'un manque de transparence général, se réorientent sur les produits les moins chers. Cela génère une éviction des meilleurs crédits (qui sont aussi les plus chers), abandonnant de facto le marché aux produits de mauvaise qualité.

Ces défaillances de marché nécessitent dès lors une refonte profonde du système global d'encadrement des crédits et de leurs échanges.

La mise en place indispensable de garde-fous institutionnels pour garantir l'impératif de décarbonation

La crise de confiance évoquée ci-dessus est causée par un déficit d'intégrité global (de l'offre, de la demande et de l'infrastructure de marché). Celui-ci pèse sur les entreprises qui ont investi dans la décarbonation, puisqu'elles ne bénéficient pas pleinement de la valeur attendue de leurs efforts. Pour y pallier, les acteurs publics, privés et multilatéraux doivent travailler conjointement pour redonner au crédit carbone sa raison d'être (la décarbonation), et ainsi relégitimer et recrédibiliser son action.

Pour ce faire, plusieurs leviers (non-exhaustifs) sont ici identifiés. Au niveau des acteurs privés, au-delà des organismes certificateurs renommés, plusieurs initiatives de gouvernance non-réglementaires tentent de définir des méthodologies de « labellisation crédit carbone » plus exigeantes. C'est notamment le cas de l'*ICVCM (Integrity Council for the Voluntary Carbon Market)* qui a introduit des critères d'intégrité et de qualité permettant au développeur d'obtenir un label de qualité. Agissant comme un signal pour les acheteurs, ce type d'initiative permet de lutter contre le phénomène d'antisélection. De nombreuses agences de notation de projets de décarbonation se sont également développées. Par exemple, l'agence BeZero attribue des scores aux crédits carbone en fonction de leur exposition aux risques, tandis que l'agence Sylvera estime l'impact réel des projets.

À l'échelle mondiale, la mise en œuvre effective de l'article 6 de l'Accord de Paris suscite de fortes attentes. Il permettra d'encadrer les échanges de crédits carbone entre États (6.2), entre États et entreprises (6.4), et favorisera les transferts de compétences en matière de coopération climatique (6.8). En filigrane, l'article 6 agira comme un levier incitatif auprès des gouvernements nationaux. Par exemple,

le système CORSIA (évoqué plus haut) fait face à un déséquilibre important entre l'offre insuffisante de crédits (un seul projet taggué CORSIA à ce stade, générant 15,8 millions de crédits) et les obligations auxquelles sont soumises les compagnies aériennes en matière de compensation (demande estimée à 150 millions de crédits). Pourtant, de nombreux projets cherchent à obtenir le tag CORSIA mais cela appelle l'obtention d'autorisations officielles auprès des États hôtes, lesquelles peinent à être délivrées par manque d'incitations réglementaires. L'article 6 serait utile à cette fin. Par ailleurs, il est prévu dans le cadre de ce dernier, de créer un registre mondial de comptabilisation des émissions. Aujourd'hui, ces registres ne sont que peu développés au niveau national, ce qui pose un problème technique pour décompter les émissions.

À l'échelle régionale, prenons l'exemple de l'Union européenne. Afin de favoriser le recours aux crédits carbone, l'UE prévoit d'autoriser d'ici 2036 l'utilisation d'un seuil maximal de 5% de crédits carbone hors UE dans le calcul de ses réductions d'émissions, dans le cadre de l'objectif de réduction de 90% des émissions GES par rapport à 1990 d'ici 2040.

À l'échelle nationale, il est important de rappeler que les États sont engagés, dans le cadre de l'Accord de Paris, à réduire leurs émissions de GES. Ces engagements sont consignés dans leur Contribution Déterminée Nationale (CDN) qui fixe des objectifs précis de réduction pour une période donnée. Une CDN claire et détaillée permet de mieux encadrer l'utilisation des crédits carbone et de prévenir les risques de double-comptage. À titre d'exemple, la CDN de la France fixe l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050, avec des étapes intermé-

diaires, notamment une réduction de 40% des émissions entre 1990 et 2030. Elle précise également les secteurs concernés et les modalités d'usage des crédits carbone, renforçant la transparence et la crédibilité de la politique climatique nationale.

Restaurer l'intégrité pour faire du crédit carbone un levier crédible de la transition climatique

Face à l'urgence climatique et à l'épuisement rapide du budget carbone mondial, le crédit carbone ne peut être ni idéalisé ni disqualifié en bloc. En l'état, le marché souffre de défaillances structurelles majeures qui ont profondément entamé la confiance des acheteurs et fragilisé sa contribution réelle à la décarbonation globale. Ces failles ne sont toutefois pas intrinsèques à l'outil, mais résultent d'un déficit d'encadrement, de gouvernance et d'intégrité.

Dans un cadre institutionnel renforcé, le crédit carbone peut redevenir un instrument pertinent au service de la transition climatique, à condition d'être strictement complémentaire aux efforts de réduction directe des émissions. L'élévation des standards de qualité, la généralisation de mécanismes de certification crédibles, la transparence accrue via des registres nationaux et internationaux, ainsi que l'implémentation effective de l'article 6 de l'Accord de Paris constituent des prérequis indispensables à sa relégitimation. À ces conditions, le crédit carbone peut jouer un rôle d'orientation des flux financiers vers des projets à fort impact climatique, en particulier dans les régions en développement où les besoins d'investissement sont les plus importants ●

« Dans un cadre institutionnel renforcé, le crédit carbone peut redevenir un instrument pertinent au service de la transition climatique, à condition d'être strictement complémentaire aux efforts de réduction directe des émissions. »

[1] Le CO₂ (dioxyde de carbone) est l'un des principaux GES (GES) responsables du réchauffement climatique. Les GES incluent également le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O) et d'autres gaz fluorés.

[2] Une gigatonne (Gt) équivaut à un milliard de tonnes. Une mégatonne (Mt) correspond à un million de tonnes.

[3] Ensemble des politiques et mesures visant à réduire ou éliminer totalement les émissions de GES liées aux énergies fossiles dans toutes les activités économiques.



© Andreas Gieckhorn, Unsplash

REGARD D'EXPERT

L'Occident à l'épreuve de Trump : faiblesse européenne, brutalité américaine

Par **Gustavo de Arístegui**



Homme politique et diplomate espagnol, Gustavo de Arístegui est diplômé de l'Université pontificale de Comillas (ICADE) à Madrid. Il a d'abord exercé le droit (1987-1989), se spécialisant sur les questions d'immigration. Il a ensuite poursuivi une carrière diplomatique dès janvier 1990. D'abord comme chef de service au sein de la Direction générale de la politique étrangère pour l'Europe, puis comme directeur du Proche-Orient à la Direction générale adjointe pour le Moyen-Orient, où il est notamment chargé du suivi de la guerre du Golfe. Après avoir été coordinateur des sanctions contre l'Irak en octobre 1990 à l'OCDE, il est affecté en avril 1991 à l'ambassade d'Espagne en Libye puis en Jordanie en 1993. Il est ambassadeur d'Espagne en Inde à partir de 2012. Entre 1996 et 2008, il poursuit une carrière politique, comme Directeur Général du Cabinet du ministre de l'Intérieur (1996-2000), puis comme député pour le Parti Populaire espagnol (2000-2012).

Un an après le début du second mandat de Donald Trump, la relation transatlantique traverse sa crise la plus grave depuis la fin de la guerre froide. Mais réduire ce séisme aux outrances du président américain serait une erreur de diagnostic. Trump n'est pas la cause première du malaise occidental : il en est le révélateur brutal. Derrière le choc, c'est l'épuisement stratégique des élites européennes, la fragilité des démocraties libérales et l'incapacité de l'Union à assumer le rapport de force qui sont désormais mis à nu.

DIVORCE TRANSATLANTIQUE ?

Trump, l'agonie transatlantique et la crise des démocraties occidentales

Un an après le début du second mandat de Donald J. Trump, le paysage international ressemble à un champ de ruines balayé par un ouragan qui ne s'est jamais vraiment dissipé. Pour comprendre ce moment de bascule, il convient de graver dans le marbre la formule de l'ancien membre républicain du Congrès, le colonel et pilote de bombardiers B-2 Chris Stewart : « Trump doit être pris au sérieux, mais pas au pied de la lettre. »

Or, après douze mois dominés par la stratégie de l'outrance et une tactique de négociation fondée sur



© Antoine Schibler, Unsplash

le choc, le monde – et l'Europe en particulier – a découvert que le véritable problème ne réside pas seulement dans la littéralité de ses propos, mais dans l'érosion systémique que sa méthode inflige à une relation transatlantique déjà profondément fragilisée.

La dégradation de l'ordre occidental ne saurait être imputée exclusivement aux excès verbaux de Trump ou à ses revirements spectaculaires. Elle est, pour une large part, le produit d'une perte de prestige et de crédibilité des classes politiques occidentales dans leur ensemble, et européennes en particulier. Nous sommes confrontés à une crise profonde du système démocratique, aggravée dans l'Union européenne par une structure bureaucratique hypertrophiée et inefficace, incapable de dialoguer avec un interlocuteur qui ne respecte que le rapport de force et méprise la faiblesse.

Comme l'a récemment souligné Ivan Krastev, « la crise des démocraties libérales n'est plus une crise de légitimité morale, mais une crise de performance ». C'est précisément ce déficit d'efficacité qui nourrit le ressentiment, la défiance et l'attrait croissant pour des formes de pouvoir brutales, simplificatrices et transgressives.

« Nous sommes confrontés à une crise profonde du système démocratique, aggravée dans l'Union européenne par une structure bureaucratique hypertrophiée et inefficace, incapable de dialoguer avec un interlocuteur qui ne respecte que le rapport de force et méprise la faiblesse. »



La méthode Trump : la stratégie du choc et de l'outrance en politique étrangère

Le Trump de 2025 est un animal politique aguerri, qui a appris à maîtriser les leviers du pouvoir fédéral. Contrairement à son premier mandat, marqué par le chaos interne et une hémorragie permanente de démissions, il s'appuie désormais sur une équipe cohérente et disciplinée : Susie Wiles en cheffe d'orchestre de l'ombre, Marco Rubio aux Affaires étrangères, Scott Bessent au Trésor. Cette efficacité accrue n'a pas adouci son style ; elle lui a simplement permis de se concentrer sur la scène internationale sans être accaparé par les incendies domestiques.

Trump pratique ce que l'on pourrait qualifier de « diplomatie transactionnelle à haute intensité ». L'outrance n'est pas un accident : elle est un outil délibéré destiné à désarçonner l'adversaire, à le submerger d'exigences maximalistes avant d'arracher des concessions qui, dans un cadre diplomatique classique, auraient exigé des années de négociation.

Mais cette méthode a un coût considérable : la destruction de la confiance entre alliés. Henry Kissinger avertissait déjà que « tout ordre international fondé uniquement sur la transaction et non sur des principes partagés est par nature instable ». Les zigzags permanents – menaces de droits de douane aujourd'hui, proclamations de réconciliation demain – ont transformé la politique étrangère américaine en une loterie permanente, minant la prévisibilité qui constituait l'un des piliers de la puissance occidentale.

Le flanc vulnérable : la décadence des élites européennes

C'est ici que l'analyse d'Andrew Bustamante, ancien officier de la CIA auditionné devant le Parlement européen, prend une dimension presque prophétique. Selon lui, l'érosion de la confiance démocratique en Europe n'est pas accidentelle : elle constitue un flanc stratégique exploité sans scrupules par la Chine, la Russie et désormais par des

États-Unis devenus imprévisibles. Le diagnostic est sévère : l'Europe continue de fonctionner comme un espace « permissif » pour l'ingérence, l'espionnage et la pression géopolitique, faute d'avoir investi sérieusement dans le hard power.

Les élites européennes ont longtemps vécu sous l'illusion que le soft power – normes, diplomatie, valeurs – suffisait à garantir leur sécurité. Bustamante rappelle que l'Europe affiche un bilan médiocre en matière de leadership stratégique depuis 1945, s'étant habituée à suivre un États-Unis qui entre aujourd'hui dans une phase de turbulence interne profonde.

À cela s'ajoute une bureaucratie européenne lente, procédurière, obsédée par le multitasking institutionnel et les processus sans fin, alors que le monde réel exige rapidité, clarté et capacité de décision. Ce décalage alimente la tentation, pour des dirigeants comme Trump, de traiter l'Union non comme un partenaire stratégique, mais comme un obstacle – ou, au mieux, comme un client captif.

Le mirage de Davos : Merz, Macron et Carney face à la tempête

Lors du dernier Forum économique mondial de Davos, les dirigeants européens ont tenté de projeter une image d'unité et de résilience qui, aux yeux de nombreux analystes, repose sur des fondations fragiles.

Friedrich Merz, chancelier allemand, a cherché à réveiller la « locomotive européenne » par un discours de réalisme économique, reconnaissant que l'Allemagne et l'UE doivent assumer leur propre défense si elles veulent être prises au sérieux à Washington. Mais cette rhétorique se heurte à une réalité industrielle affaiblie par des coûts énergétiques élevés et une dépendance technologique croissante.

Emmanuel Macron, fidèle à son credo, a de nouveau invoqué l'« autonomie stratégique » européenne. Il voit dans la crise transatlantique l'occasion historique de faire de l'UE une véritable puissance globale. Mais ces déclarations sonnent creux tant que l'Union demeure prisonnière de son élé-

phant bureaucratique. La souveraineté technologique et militaire ne se décrète pas ; elle se construit par l'investissement massif, la rationalisation réglementaire et une vision industrielle cohérente.

« Emmanuel Macron [...] voit dans la crise transatlantique l'occasion historique de faire de l'UE une véritable puissance globale. »

Mark Carney, enfin, a mis en garde contre la fin du « consensus de Washington » et la fragmentation accélérée de l'économie mondiale. Selon lui, la crédibilité des institutions occidentales est à son plus bas niveau, car elles ont échoué à gérer les grandes transitions – climatique, technologique, migratoire – d'une manière qui protège réellement les citoyens. La crise démocratique est, au fond, une crise de compétence : les peuples doutent désormais de la capacité de leurs dirigeants à résoudre des problèmes concrets.

Le cas du Groenland : quand l'outrance rencontre la géopolitique du XXI^e siècle

La collision entre le style trumpien et la réalité stratégique apparaît avec une clarté particulière dans le dossier groenlandais. Ce qui, lors du premier mandat, avait suscité sarcasmes et moqueries – l'idée d'acheter le Groenland au Danemark – mérite aujourd'hui une analyse débarrassée des réflexes condescendants.

Aucun analyste sérieux ne conteste que le Groenland constitue le « porte-avions insubmersible » de l'Arctique. Son rôle dans l'alerte avancée

antimissile, le contrôle des routes polaires et l'accès à des ressources minérales critiques en fait un pivot stratégique du XXI^e siècle. Permettre à ce territoire de basculer dans l'orbite russe ou chinoise serait un désastre majeur pour la sécurité occidentale.

La brutalité des menaces proférées contre des alliés danois et européens, droits de douane à l'appui, relève cependant de l'erreur stratégique. Protéger l'Arctique en fracturant l'OTAN est une contradiction dans les termes. Ici, l'outrance a cessé d'être un outil tactique pour devenir une forme de pyromanie diplomatique. Une issue rationnelle s'impose : garantir la sécurité collective sans humilier ni aliéner les partenaires européens.

Crise de crédibilité et montée de la défiance

Trump n'est pas la cause première du malaise occidental ; il en est le symptôme le plus spectaculaire. L'effondrement du prestige des élites traditionnelles a ouvert un espace que le populisme transactionnel occupe avec aisance. Andrew Bustamante rappelle avec justesse que le leadership repose sur deux piliers : la compétence et la proximité authentique. En Europe, la perception dominante est inverse : celle d'élites déconnectées, réfugiées dans des normes conçues pour un monde qui n'existe plus.

« Trump n'est pas la cause première du malaise occidental ; il en est le symptôme le plus spectaculaire. »

L'Union européenne fait face à des risques existentiels – sécuritaires, économiques, démocratiques. Si les institutions occidentales échouent à démontrer qu'elles sont plus efficaces que les régimes autoritaires, le point de non-retour pourrait être atteint.

Vers un pragmatisme responsable et proactif

L'Europe, et l'Espagne en particulier, doivent tirer une leçon aussi évidente qu'urgente : ni la condescendance éclairée des élites de Davos, ni l'indignation morale permanente ne constituent une stratégie. Le moment exige un pragmatisme lucide.

Trois actions s'imposent :

1. **Reconstruire le hard power** : l'Europe doit assumer le coût politique et budgétaire

d'une véritable souveraineté technologique et militaire. La paix ne se quémande pas à Washington ; elle se dissuade depuis Bruxelles, Berlin, Paris et Madrid.

2. **Réformer radicalement la bureaucratie** : dans un monde régi par des stratégies de choc, la lenteur administrative équivaut à une condamnation géopolitique.

3. **Réhabiliter le leadership de service** : la crédibilité se reconquiert par la compétence et la capacité à résoudre des problèmes réels.

La dépendance structurelle vis-à-vis des États-Unis est devenue insoutenable. Washington exige une autonomie stratégique européenne tout en cherchant à maintenir sa subordination. L'Europe doit choisir : devenir un pôle de puissance à part entière dans un monde multipolaire, ou se résigner à n'être qu'un parc à thème de la démocratie du XX^e siècle, administré par une bureaucratie inefficace et protégé par un allié de plus en plus volatil.

Comme l'écrivait Edmund Burke : « Un État qui n'a pas les moyens de changer n'a pas les moyens de se conserver. » Trump nous a placés face au miroir. Ce que nous y voyons n'est pas seulement son visage provocateur, mais aussi nos propres faiblesses et nos hésitations. Il est temps de prendre au sérieux la survie de notre système de libertés ●



REGARD D'EXPERTE

La nostalgie à vitesse accélérée x1,5

Par Gabriella Soriano



Diplômée du Master « Human Rights and Humanitarian Action » de Sciences Po Paris, Gabriella a acquis diverses expériences en communication dans les secteurs privé et associatif. Après un passage chez Keolis et Brunswick Group, elle occupe le poste de Chargée de gestion des dons au sein de l'ONG World Vision France. Elle rejoint Antidox en 2023 en tant que consultante spécialisée sur les enjeux de communication internationale.

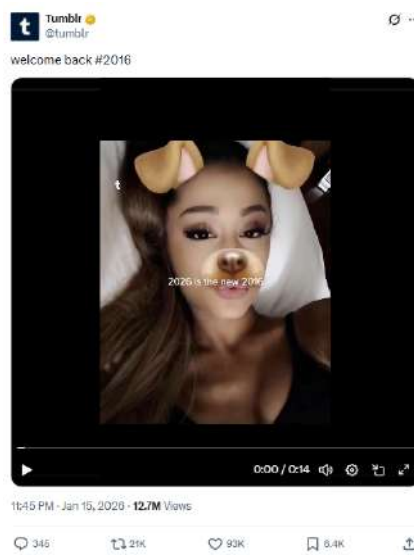
Pour Ibn Khaldoun, l'histoire est rythmée par un effet de cycle : l'ascension, l'essor et le déclin final des empires, chaque phase étant gouvernée par des forces internes plutôt que par une idée de progression linéaire. Si la culture digitale obéit elle-aussi à une logique cyclique, Internet peut être pensé comme un empire à part entière : mais cet empire afficherait-il aujourd'hui des signes d'épuisement structurel ?

Dans cette perspective, la tendance « 2026 est le nouveau 2016 » n'a rien d'anodin : elle émerge comme le symptôme d'une sensation de fatigue qui traverse aujourd'hui les plateformes numériques. Car en règle générale, la nostalgie s'inscrit dans un grand décalage temporel. Elle s'accroche à des époques suffisamment éloignées pour avoir été patinées par la mémoire individuelle et collective : vingt, trente, ou encore quarante ans en arrière. Or, ici, la nostalgie se veut précipitée : nous voilà déjà ramenés à un passé remontant à une décennie à peine.

L'année 2016 se trouve alors réinvestie comme un âge d'or numérique désormais perçu comme beaucoup trop lointain. Une année où le rose gold s'imposait comme la couleur officieuse de l'époque, et ce en contraste frappant avec la teinte blanche nommée Cloud Dancer choisie par Pantone comme couleur de l'année 2026. L'année 2016 se voit convoquée à travers des images Instagram volontairement saturées, des filtres Snapchat et des mèmes qui semblent flotter hors du temps, comme les vestiges d'un Internet estimé plus léger, voire insouciant.



Source : @nostalgicteendream / TikTok



Source : @tumblr / X

Si la tendance « 2026 est le nouveau 2016 » a pris une telle ampleur sur les réseaux sociaux, elle ne constitue pas la première manifestation d'une nostalgie pour un passé proche. Avant cette méga-tendance, on a vu émerger (sur TikTok notamment) une forme plus discrète de « nostalgie 2020-2021 » dans laquelle certains internautes commémoraient l'esthétique numérique alors dominante : une esthétique visuelle très saturée et colorée, rappelant les codes

du Y2K. Et ce, paradoxalement, alors même que l'année 2020 ne semblait réunir aucune des conditions attendues pour la nostalgie en raison de son association à l'expérience collective de la pandémie.



Source : @its2020nostalgia / TikTok

Nous assistons donc aujourd'hui à une contraction de la nostalgie : ses cycles se raccourcissent et se précipitent de sorte que là où plusieurs décennies étaient autrefois nécessaires pour la convoquer, quelques années suffisent désormais à idéaliser le passé tout proche.

Or, pourquoi avoir choisi de commémorer l'année 2016 en particulier ? Certes, ses marqueurs culturels sont identifiables, mais ils ne semblent pas assez emblématiques pour en faire une vague de nostalgie si répandue. Faut-il y voir l'effet d'amplification de la conversation digitale de la Gen

Z, qui était adolescente ou enfant en 2016 ? Cette année représenterait une ère d'Internet formatrice, où la Gen Z consommait la culture digitale alors qu'elle monte aujourd'hui dans les rangs des producteurs culturels.

Or, cela n'explique pas l'aspect jugé exceptionnel de 2016. Pourquoi, alors, l'année 2024 n'était-elle pas devenue le nouveau 2014, ou 2022 le nouveau 2012 ? D'autant plus que, lorsqu'on observe de plus près les images associées à « l'esthétique 2016 », on constate qu'une grande partie de ce qui circule sous la bannière de la nostalgie de 2016 emprunte en réalité à des codes visuels issus des premières années de Tumblr ou de Twitter.

D'autant plus que l'année 2016 elle-même était loin d'être idéale sur Internet. Les réseaux sociaux faisaient d'ores et déjà l'objet de critiques, notamment autour du manque d'authenticité et de leurs effets potentiellement délétères sur l'estime de soi.

La différence c'est qu'aujourd'hui, Internet en 2016 semblait nettement plus spontané et authentique en comparaison avec 2026 où tout paraît excessivement soigné.

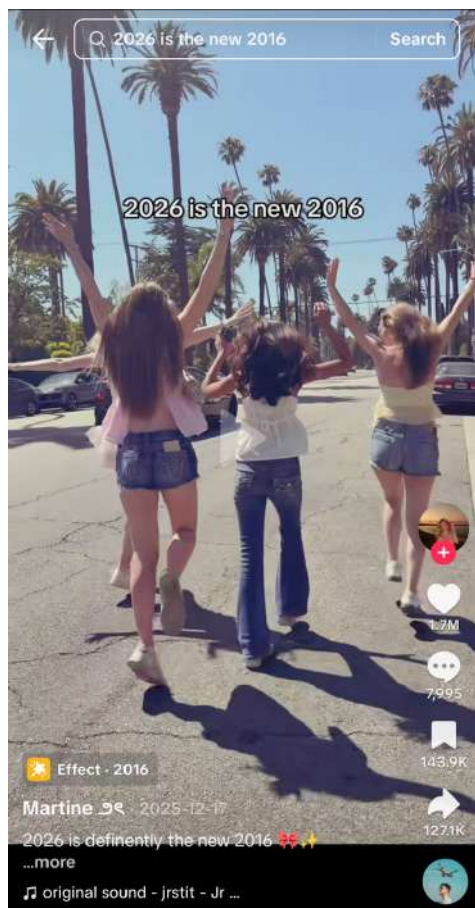
Il semble ainsi que 2016 fonctionne comme un seuil symbolique : le dernier souffle d'Internet avant son durcissement. Pour de nombreux utilisateurs, en particulier sur X (anciennement Twitter), cette année marque la fin d'une ère où la culture digitale n'était pas encore entièrement soumise aux logiques d'hyper-curation, de monétisation systématique et de performativité constante.

Aujourd'hui, la création de contenu s'avère donc instrumentalisée, avec l'intelligence artificielle qui est accusée, surtout sur la plateforme X, de créer un flot quasi infini de contenus creux. Les utilisateurs se retrouvent submergés et le moment présent semble donc saturé. La théorie dite du Dead Internet stipule que le web serait en grande partie « mort » et vidé de sa spontanéité. Pour suivre ce rythme effréné, nombreux sont ceux qui consomment les contenus à vitesse x1,5. Sans oublier les vidéos où l'écran se divise en deux : avec en bas, des clips de Subway Surfers en accéléré ou des savons découpés aux couleurs saturées, afin de capter l'attention. La nostalgie s'accélère donc de la même manière que l'expérience digitale qui est devenue un terrain de sur-stimulation.

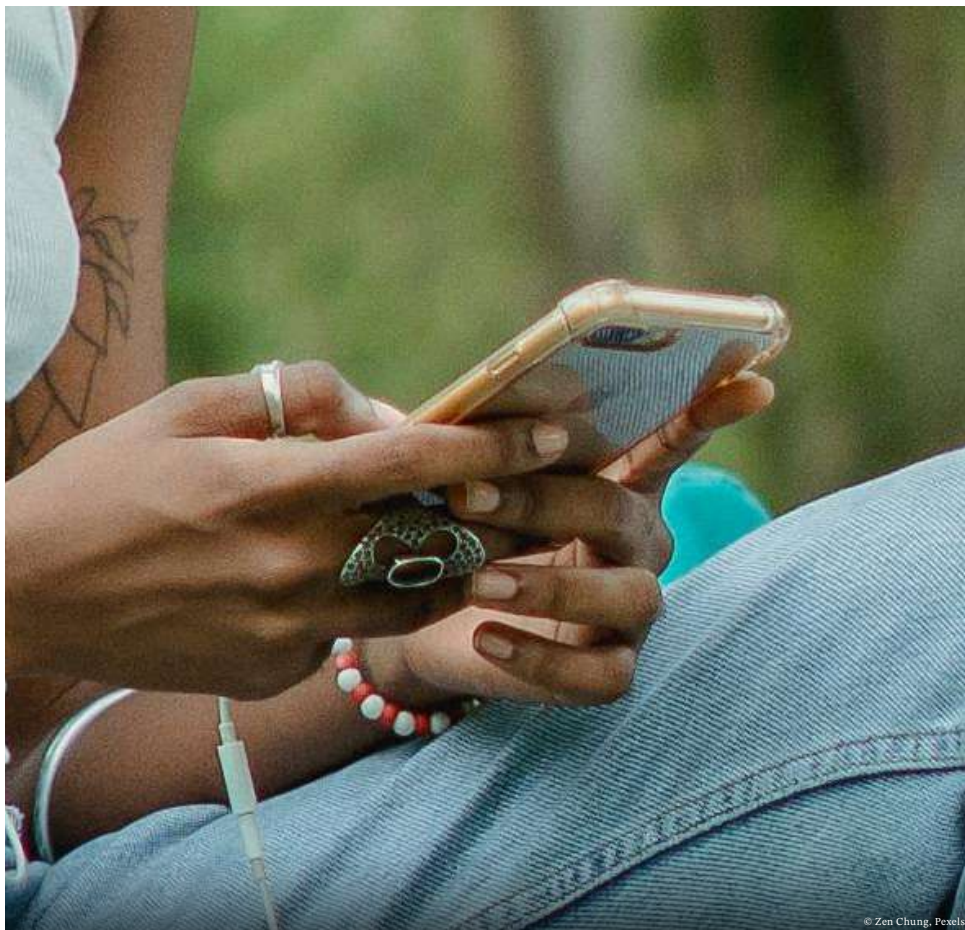
La nostalgie, alors, ne reviendrait pas ici à vouloir retrouver sa jeunesse mais plutôt une forme d'expression humaine qui semble inaccessible aujourd'hui. L'année 2016 attire les internautes non pas parce que « c'était mieux avant » mais plutôt parce qu'elle était plus compréhensible et décontractée, avant la dominance des impératifs algorithmiques.

L'accélération des cycles de nostalgie sur les réseaux sociaux est donc frappante. Schopenhauer écrivait que la vie oscille comme une pendule entre souffrance et ennui. En 2026, cette pendule prend une forme nouvelle : la culture digitale oscille entre sur-stimulation et vide. Les tendances et les moments culturels se vivent et disparaissent presque instantanément, faisant du passé proche (ici 2016) le temps révolu d'une autre vie.

Si le passé revient prématurément sur Internet, la culture digitale comprime le temps avec une telle intensité que rien ne peut vraiment s'inscrire dans le présent. Et donc, 2026 devient (ou espère devenir ?) le nouveau 2016 : cette fois en vitesse accélérée x1,5 ●



Source : @lifewmartine / TikTok



© Zen Chung. Pixels

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslriivington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.